



Santé : Services Médicaux

Cadre d'analyse développement durable



Auteure : Marina Iodice

Secteurs : Établissements de soins médicaux, gestion de la santé, équipements médicaux, instruments médicaux, services médicaux

Écrit en : Septembre 2018

Le secteur des services médicaux regroupe différentes branches de la médecine : des entreprises qui gèrent des établissements de soins à celles qui fournissent des instruments et des équipements médicaux, en passant par les fournisseurs de services spécialisés dans la transformation numérique du secteur. Ces entreprises font face à divers défis dont l'impact pourrait, à terme, refaçonner le secteur dans son ensemble. Parmi ces tendances, on trouve principalement l'évolution des modes de vie liée à l'émergence des nouvelles technologies, les changements démographiques comme l'allongement de l'espérance de vie, et des défis de santé publics tels que l'augmentation de la résistance aux antimicrobiens. Ces mutations sont également propices à l'émergence de nouvelles opportunités. Les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle et les algorithmes d'apprentissage automatique (*machine learning*) peuvent par exemple améliorer l'efficacité des opérations tout au long de la chaîne de valeur et également participer à la réduction du coût des soins. D'un point de vue d'investisseur responsable, il est essentiel de valoriser ce type de solutions, capables de générer de réels gains pour le système de santé dans son ensemble, tout comme l'amélioration de l'accès à la santé pour les populations à risque. Bien entendu, même si les entreprises de services médicaux ont un fort potentiel social, ces dernières doivent maintenir leur attention quant aux risques qui les concernent, et notamment en matière de sécurité et de qualité des produits, ainsi que d'éthique.

Principaux enjeux de développement durable pour le secteur

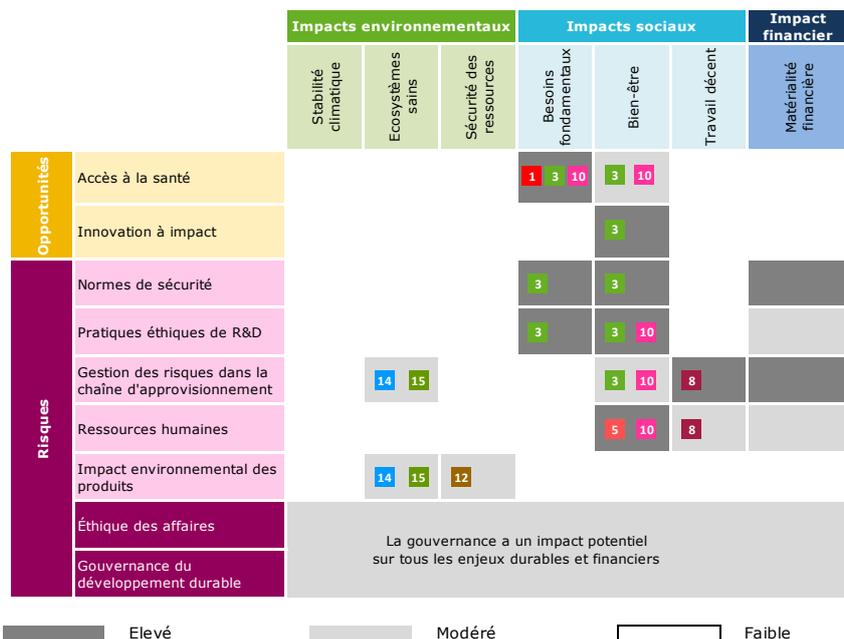




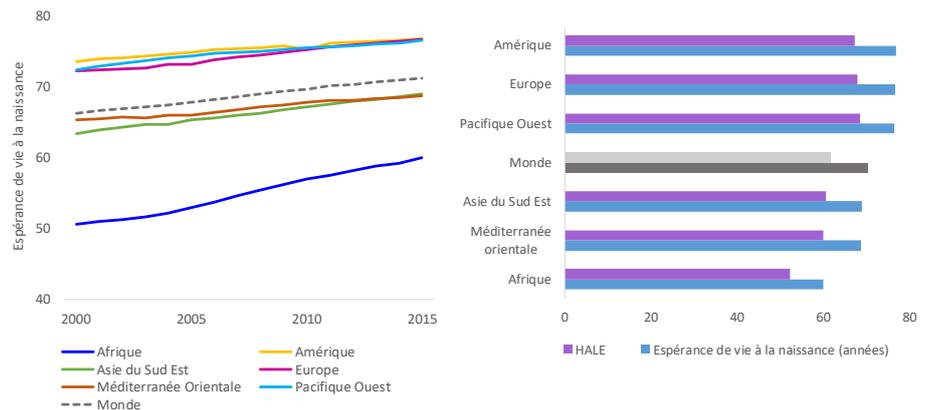
Table des matières

Secteur de la santé : une réponse essentielle aux Objectifs de développement durable	4
Opportunités de développement durable	5
Accès aux soins	5
Innovation à impact	7
Exposition aux opportunités de développement durable	9
Risques environnementaux et sociaux	10
Normes de sécurité	10
Éthique des pratiques de R&D	11
Gestion des risques dans la chaîne d'approvisionnement	12
Ressources humaines	13
Impact environnemental des produits	14
Éthique des affaires	15
Gouvernance du développement durable	16
Exposition aux risques de développement durable	17
Distribution des opinions	18
Conclusion	19
Objectifs de développement durable	20
Sources	21

Secteur de la santé : une réponse essentielle aux Objectifs de développement durable

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), depuis la Seconde Guerre mondiale, l'espérance de vie moyenne à la naissance a augmenté d'environ 25 ans au niveau mondial, passant de près de 50 ans à plus de 70 ans aujourd'hui.

Figure 1 : Espérance de vie à la naissance et espérance de vie en bonne santé à la naissance (EVBS) par région (en années)



Source : Mirova/ (WHO, Global Health Observatory data repository, 2017)

Les indicateurs en matière de santé, tels que l'indice d'espérance de vie à la naissance ou l'indice d'espérance de vie en bonne santé à la naissance (EVBS) qui indique le nombre d'années en bonne santé qu'un nouveau-né pourrait espérer vivre, affichent une légère amélioration depuis le début des années 2000, mais un écart important persiste entre les pays (Figure 1). Alors que l'espérance moyenne de vie à la naissance dépasse les 70 ans dans les Amériques, en Europe et dans les régions du Pacifique occidental, cet indicateur fait état d'un écart de près de 8 ans entre ces régions et l'Asie du Sud-Est et l'Europe de l'Est, et de plus de 15 ans avec l'Afrique. L'indicateur EVBS montre également des disparités entre les régions et les pays : alors qu'il est inférieur à la moyenne dans la plupart des pays d'Afrique, cet indicateur chute en deçà de 60 ans et tombe même sous les 50 ans dans certains pays. Par conséquent, la recherche d'une solution pour répondre aux besoins médicaux non satisfaits demeure une priorité mondiale, particulièrement dans les pays les moins avancés.

En tant qu'investisseur responsable, nous estimons que le secteur de la santé au niveau mondial répond directement à l'Objectif de développement durable 3 (ODD 3) : permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

Toutefois, nous avons identifié au sein du secteur des solutions à fort impact social, qui représentent plus particulièrement un intérêt en matière d'investissement responsable : l'accès aux médicaments, et la recherche répondant aux défis majeurs de notre époque grâce à une innovation à impact¹.

¹ L'innovation à impact regroupe les nouvelles technologies appliquées au médical apportant des bénéfices significatifs à la société, comme détaillé en page 7 et suivantes.

Opportunités de développement durable

S Accès aux soins

13 % - c'est le

pourcentage moyen de personnes de plus de 65 ans qui reçoivent des soins de longue durée dans les pays de l'OCDE.

(OECD, 2017)

6,9 par million d'habitants -

c'est le nombre de lit dans les établissements de santé privés au Népal, l'un des plus faible au monde. L'Argentine affiche le nombre le plus élevé, avec 1456,9 lits par million d'habitants.

(Hanson & Berman)

En dépit d'une tendance mondiale à l'amélioration de l'espérance de vie, la situation sanitaire des pays les moins développés peine toujours à s'améliorer, en raison du manque d'infrastructure et d'un accès limité aux services de santé. En effet, certaines maladies comme la malaria, le VIH ou des infections aiguës des voies respiratoires, prédominantes dans les pays en développement, ont considérablement reculé au niveau mondial, mais continuent de toucher gravement les populations les plus vulnérables.

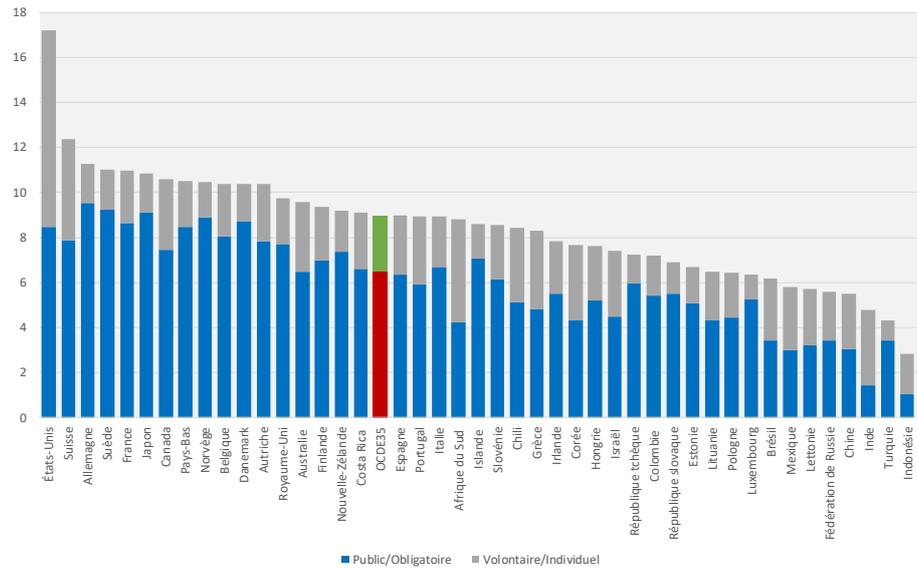
En notre qualité d'investisseur responsable, nous considérons que l'accès aux soins est un enjeu majeur de développement, en particulier dans les pays à faible revenu. La question de l'accès à la santé est en général orientée vers les produits médicaux, mais l'accès aux soins et aux équipements médicaux est également extrêmement important pour répondre à l'Objectif de développement durable 3. En ce qui concerne la prévention, le manque d'accès aux outils de diagnostic pourrait entraîner la prévalence de certaines maladies auprès de populations à faible revenu, telles que le paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle, pour lesquelles un dépistage précoce est crucial. Les pathologies nécessitant des prothèses ou des hospitalisations sont également concernées par l'offre de services et l'accès à l'hospitalisation.

Le secteur public occupe une place centrale dans l'amélioration de l'accès à la santé, et pour les diagnostics et traitements précoces. Le secteur privé peut lui aussi jouer un rôle en fournissant les services et outils permettant d'améliorer la santé dans les pays à faible revenu.

Dans les pays de l'OCDE, la qualité générale des soins s'améliore grâce aux dépistages et aux traitements précoces des maladies, ainsi qu'à une sensibilisation accrue à la prévention des maladies. Toutefois, ces améliorations ont un coût, qui varie selon les pays, mais s'inscrit dans une augmentation constante (Figure 1) : en moyenne, les dépenses de santé représentent 9 % du PIB des pays de l'OCDE, en tenant compte à la fois des contributions publiques et des dépenses privées volontaires (mutuelles et dépenses individuelles).

Avec l'augmentation soutenue de la part de la population âgée de plus de 65 ans, la demande pour les services de soin de longue durée pourrait augmenter et peser encore davantage sur les dépenses publiques en matière de santé, entrant par la même occasion en concurrence avec celles d'autres secteurs comme l'éducation, l'emploi et la défense entre autres.

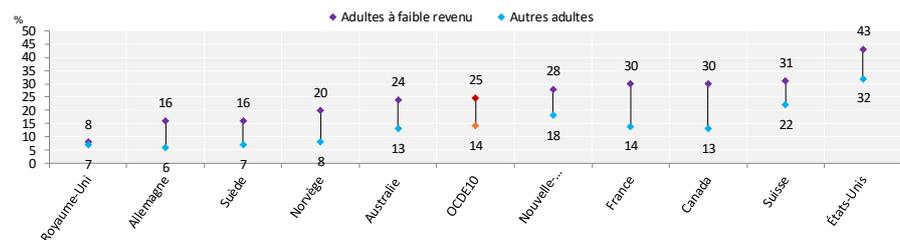
Figure 2 : Montant des dépenses de santé exprimé en proportion du PIB, 2016 (ou année la plus proche)



Source : Mirova/ (OECD, 2017)

Dans ce contexte, les besoins médicaux non satisfaits en raison de l'augmentation des coûts deviennent une question de plus en plus urgente, notamment parce qu'ils touchent la population à faible revenu (Figure 3 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Ce phénomène est plus prononcé aux États-Unis, où les dépenses individuelles représentent une part plus élevée des dépenses totales de santé que dans les autres pays de l'OCDE (OCDE, 2017).

Figure 3 : Pourcentage de la population ayant des besoins médicaux non satisfaits en raison du coût, 2016



Source : Mirova/ (OECD, 2017)

L'accès aux soins doit être intégré dans la stratégie des entreprises du secteur des services médicaux. Nous favorisons les entreprises qui fournissent des équipements médicaux aux pays à faible revenu, ainsi que celles qui permettent l'accès aux soins aux patients à faible revenu. Nous valorisons les initiatives permettant la collaboration en matière de recherche

Indicateurs clés

- ▶ Chiffre d'affaires (prévisionnel ou réel) généré dans les pays à faible revenu et/ou auprès de populations à faible revenu ;
- ▶ Nombre de personnes bénéficiant de la

dans les pays en développement, le diagnostic précoce chez les enfants en bas âge dans les pays du tiers monde, et la construction d'infrastructures locales. Les entreprises opérant uniquement dans l'équipement et les services de médecine esthétique ne bénéficieront pas de notes élevées par rapport aux autres entreprises du secteur.

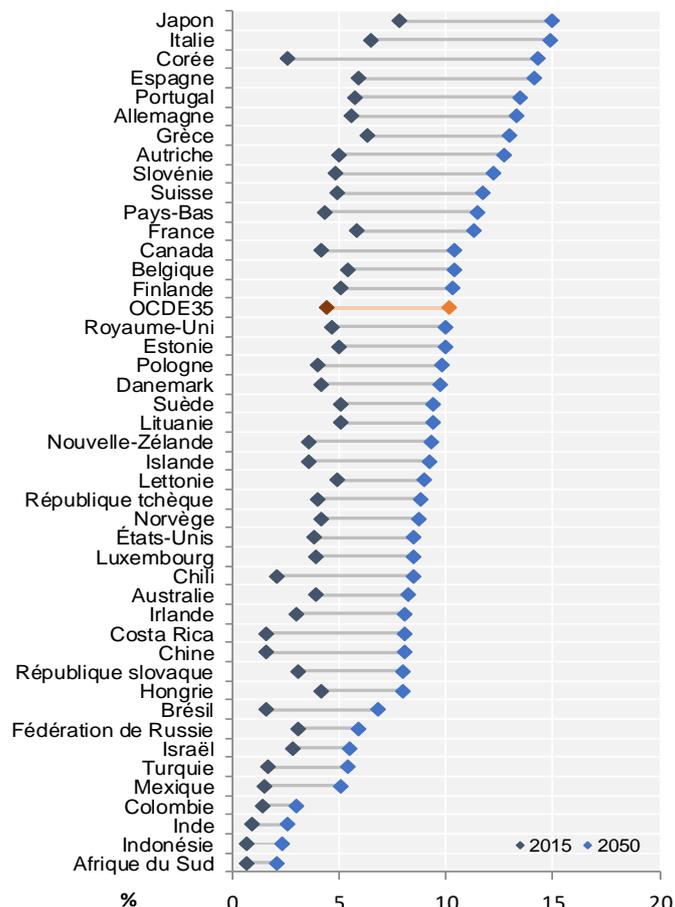
stratégie d'accès aux soins de santé ;

- ▶ Investissement (dépenses en capital et part de budget R&D) et contributions dédiés à l'amélioration de l'accès aux soins.

S Innovation à impact

Les nouvelles technologies appliquées au secteur médical ont le potentiel d'améliorer l'efficacité des soins et par conséquent les standards du secteur. Dans un contexte d'augmentation croissante de la part de la population vieillissante (Figure 4) et donc du nombre de personnes recevant des soins de longue durée, les services de santé existants devraient être exposés à des tensions croissantes. L'internet des objets, particulièrement la santé numérique, ainsi que les technologies de pointe dans le domaine de l'information - telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'apprentissage automatique (machine learning) - font partie des innovations principales qui, appliquées au secteur médical, pourrait permettre d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts dans le secteur, notamment dans la branche des services de soin.

Figure 4 : Part de la population âgée de 80 ans et plus, 2015 - 2050



1 billion de dollars - c'est le montant dépensé en 2012 aux États-Unis pour le traitement de maladies chroniques.

(Medical Expenditure Panel Survey, 2012)

400 milliards de dollars - c'est la taille estimée du marché mondial du secteur de la technologie médicale.

(Statista, 2018)

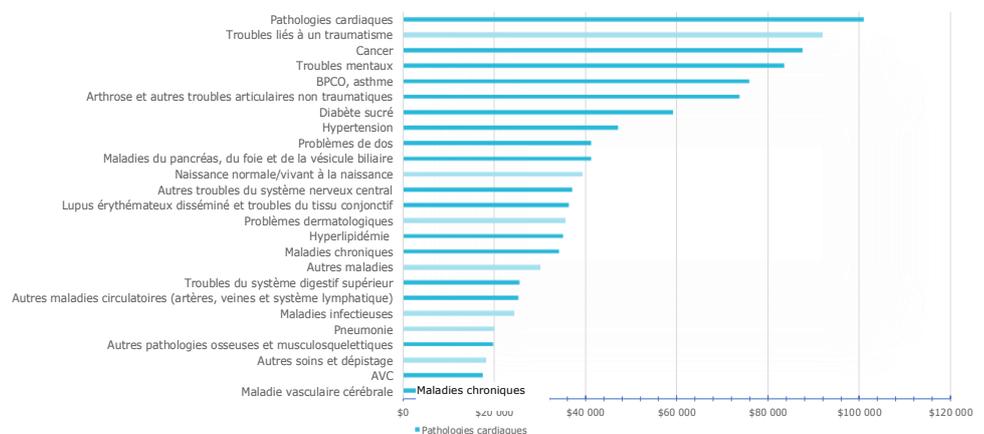
Source : Mirova/ (OECD, 2017)

Les nouvelles technologies médicales peuvent également conduire à des avancées importantes permettant de sauver des vies et d'améliorer la qualité globale des soins. Par exemple, de nouvelles procédures médicales permettent le traitement de maladies cardiaques sans séjour à l'hôpital et sont ainsi davantage proposées aux patients.

De plus, certaines technologies comme des logiciels de pointe en matière de traitement des données et d'apprentissage automatique (« machine learning »), appliquées à de grands ensembles de données, peuvent déceler des tendances en termes de qualité, de résultats et de comportement des patients et contribuer ainsi à la réduction des frais de santé et à une meilleure performance opérationnelle. Ces avancées peuvent à leur tour favoriser la facturation des soins à leur juste valeur : il ne s'agit plus de facturer les soins à l'acte mais sur la base des résultats, un modèle favorable à l'efficacité et donc à l'abaissement des dépenses de santé.

Par ailleurs, les technologies de prise en charge des maladies chroniques grâce à l'internet des objets peuvent aider à réduire considérablement les dépenses totales de santé aux États-Unis (environ d'un tiers, d'après l'enquête par panel sur les dépenses de santé aux États-Unis - MEPS) (Figure 6). Le suivi à distance des patients à risque, la télésanté, qui permet de contacter un médecin à distance, ou encore les plateformes d'aide au changement de comportement et à l'adoption de styles de vie plus sains, font partie de ces technologies.

Figure 5 : 25 diagnostics les plus courants classés par dépense agrégées annuelles moyennes aux Etats-Unis (2012)



Source : Mirova/ (MEPS, 2012)

Dans une perspective d'investissement responsable, nous souhaitons encourager l'utilisation des nouvelles technologies qui, appliquées aux secteurs des services médicaux, ont démontré leur capacité à générer de l'impact, que ce soit la réponse à des besoins médicaux non satisfaits et donc l'amélioration de la qualité de vie ou bien la réduction des coûts et des inefficacités dans le secteur

Les patchs servant à déceler les maladies cardiaques, les capteurs surveillant la

Indicateurs clés

- ▶ Part du chiffre d'affaires découlant de technologies médicales à impact, telles que la télésanté et les technologies de changement de comportement.
- ▶ Indicateurs / recherche sur les effets positifs avérés de ces

prise de médicaments contre l’asthme, la télésanté et les plateformes permettant un changement de comportement, tel que l’arrêt du tabac, sont des technologies que nous voyons d’un œil favorable.

technologies.

Exposition aux opportunités de développement durable

Indicateurs considérés		
% de chiffre d'affaires consacré à l'accès aux traitements, notamment au diagnostic, et aux traitements des maladies endémiques ou tropicales % de chiffre d'affaires consacré au développement de diagnostics personnalisés % de dépenses en capital et en R&D consacré aux opportunités mentionnées plus haut Nombre de patients et dépenses d'entreprises dédiées au développement des traitements dans les pays à faible revenu		
Forte exposition	Une implication notable et manifeste dans les domaines suivants, d'après les indicateurs précédents, sans seuil minimum : <ul style="list-style-type: none"> • Accès aux soins • Innovation à impact 	L'analyse des investissements (dépenses en capital et budget R&D) dédiés aux activités présentant des opportunités ainsi que le chiffre d'affaires dégagés par ces activités sera assortie d'indicateurs chiffrés tels que la présence d'une stratégie claire visant au développement de ces solutions.
Exposition significative	Toutes les entreprises du secteur des services médicaux actives dans la fourniture de services médicaux à destination de personnes qui ont pour objectif d'améliorer leur état de santé général.	
Faible ou pas d'exposition	<ul style="list-style-type: none"> • Services de santé auxiliaires (par ex. distribution, marketing, gestion de base de données) malgré un degré de spécialisation élevé dans le secteur de la santé • Services et équipements médicaux dédiés aux soins esthétiques 	
Exposition négative	n/a	

Risques environnementaux et sociaux

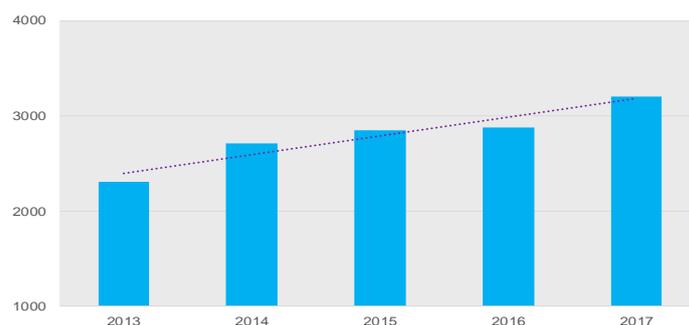
S Normes de sécurité

La sécurité des produits et des patients constitue le risque le plus important à gérer pour les fournisseurs de services médicaux. Les prestataires de soins (y compris les maisons de retraite et les cliniques) sont soumises à des procédures de sécurité et à des normes de soin exigeantes. De même, les fabricants d'équipements sont soumis à des normes strictes de sécurité au cours du processus de fabrication.

Secteur de l'équipement médical : les éventuelles complications liées à l'équipement médical peuvent parfois avoir de graves conséquences sur la santé des patients. Les incidents liés à la surviennent principalement en raison de procédures et d'essais insuffisants de la part des fabricants. Les parties prenantes et organismes de réglementation font donc preuve d'une grande vigilance dans ce domaine. Aux États-Unis, la Food and Drug Administration (FDA) est chargée d'obtenir des garanties de sécurité avant la mise sur le marché de ces produits. Dans l'Union européenne (UE), le marquage CE (conformité européenne) certifie le respect de ces normes de sûreté européennes. Pour le reste du monde, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) a développé les Bonnes pratiques de fabrication (BPF), un indicateur moins contraignant que ceux mis en place par les États-Unis et l'UE. Toutefois, comme c'est le cas pour de nombreux aspects du secteur de la santé, la réglementation sur la sécurité des appareils médicaux varie considérablement selon les pays.

Pour autant, à l'heure actuelle, même les normes les plus strictes n'exigent pas de rendre publiques les informations sur la sécurité et l'efficacité des produits. Or, les incidents liés à la sécurité peuvent conduire à un rappel du produit ou de l'appareil par l'autorité compétente. Aux États-Unis, la FDA classe les rappels en trois catégories, de la classe I, qui concerne les incidents les plus sérieux, à la classe III, pour les incidents les moins graves (Figure 7). Plusieurs entreprises ont fait l'objet de polémiques suite à des obligations de retrait, et notamment à des rappels de classe I concernant des dispositifs cardiaques et des prothèses. Au regard de la gravité potentielle pour la santé des rappels d'appareils médicaux, la FDA a élaboré en 2014 un plan pour améliorer les examens de sécurité des produits basé sur le partage de bonnes pratiques. Les inspections d'établissements par les autorités compétentes ainsi que les rappels d'équipements n'ont cependant lieu qu'aux États-Unis. En Europe, l'Agence européenne des médicaments émet des recommandations, mais ne publie pas de données agrégées sur les rappels d'équipements.

Figure 6 : Nombre total de rappels d'appareils effectués par la FDA (classe I, II et III)



7 % - c'est

l'augmentation annuelle du nombre total de rappels d'appareils par la FDA entre 2013 et 2017.

(RAPS, 2017)

Source : Mirova/ (RAPS, 2017)

Établissements privés de santé : bien qu'elles ne soient pas directement exposées aux problèmes de sécurité des produits, les entreprises actives dans ces secteurs sont chargées de fournir des soins de qualité à leurs patients ou clients. Ainsi, il leur revient de mettre en place des mesures de sécurité strictes, notamment des inspections d'établissements et, si possible, d'obtenir des certifications externes telles que l'ISO 9007 et l'ISO 13485, ou encore le « Joint Certification Model » (JCM) dans le secteur hospitalier.

Nous attendons des entreprises du secteur des soins médicaux qu'elles mettent en place des systèmes de gestion de la qualité comprenant des contrôles réguliers de leurs établissements et de ceux de leurs fournisseurs.

En cas de rappel de produit ou d'interruption de la fabrication d'appareils, nous encourageons les entreprises à en communiquer les causes dans leurs rapports, à mettre en place un plan de continuité ainsi qu'un solide dispositif d'aide aux clients et patients qui seraient concernés par des problèmes de sécurité des produits.

Indicateurs clés

- ▶ Résultats et suivi des audits de sécurité
- ▶ Présence et solidité du système de gestion de la qualité
- ▶ Certifications de qualité dans les usines de fabrication et les centres de soin
- ▶ Bilan du rappel de produit et, si possible, classification de la gravité (classe I, II et III de la FDA)
- ▶ Controverses sérieuses répétées

S

Éthique des pratiques de R&D

À l'instar des produits médicaux, la recherche et le développement concernant les dispositifs médicaux (en particulier les prothèses) sont associés à de nombreux problèmes éthiques qu'il s'agit de prendre en considération. Cela inclut notamment l'expérimentation animale, les essais sur les humains ainsi les applications possibles.

Les dispositifs médicaux utilisés sur le corps humain ont un vaste champ d'application. Certains font office de passerelle ou de substitut pour les pertes ou perturbations de capacité et de fonction du corps. Les neuroprothèses utilisant des stimuli électriques pour contrôler et stimuler les tissus occupent une place particulièrement importante. Les stimulateurs cardiaques (pacemakers) et les implants cochléaires (pour les patients malentendants) sont notamment très répandus.

Dès la phase de conception, les questions éthiques entrent en jeu. En effet, les bienfaits pour les patients doivent être évalués au regard des éventuels risques impliqués par le recours à ces dispositifs médicaux. Après des essais in vitro (alternatives aux tests sur les animaux), une phase d'expérimentation sur les animaux est requise afin de déterminer si les implants sont adaptés et suffisamment sûrs pour être testés sur des humains. Au cours de cette phase, des animaux au rang taxonomique bas sont utilisés. Les animaux les plus fréquemment utilisés sont les cochons d'Inde, les écureuils et les macaques rhésus. Si les essais s'avèrent concluants, les essais cliniques sont alors conduits sur un échantillon de patients. Toutefois, avant d'y participer, les patients doivent donner leur

+225 000 *essais*

cliniques ont été conduits dans le monde en 2016, contre 6000 en 2000.

(ClinicalTrials.gov, 2016)

accord en pleine connaissance de cause. Les chercheurs (ceux qui conduisent les essais) expliquent précisément tous les risques encourus, afin d'assurer leur bonne compréhension des risques et de répondre à et leurs inquiétudes.

Les entreprises de l'industrie des services médicaux dont la R&D porte sur les dispositifs médicaux devraient s'engager à respecter les trois « R » (réduction, raffinage et remplacement), qui recommandent de limiter les tests sur les animaux lorsqu'une alternative est possible, évitant ainsi la souffrance animale, et s'engager à trouver des alternatives aux tests. En outre, elles devraient se conformer aux lignes de conduite relatives aux Bonnes Pratiques Cliniques (BPC) de l'OMS pour les essais cliniques. Le choix des locaux et des chercheurs expérimentés et qualifiés est de la plus haute importance, ainsi que l'examen de toutes les études par un comité éthique indépendant. Les essais cliniques doivent également être menés conformément aux principes éthiques fondamentaux, qui découlent de la Déclaration d'Helsinki et que les participants sont tenus de respecter. Lorsque les entreprises ont recours à des tiers pour les essais cliniques et précliniques, il est nécessaire que les pratiques et les installations des sous-traitants (dits « façonniers ») fassent l'objet d'évaluations et d'une surveillance continue.

Nous encourageons les entreprises à mettre en place les normes les plus élevées pour les études et les essais sur les personnes comme sur les animaux. Nous valorisons les entreprises qui mettent au point des alternatives aux tests sur les animaux, tout en reconnaissant que les entreprises de produits médicaux sont fortement dépendantes de ces essais précliniques. Nous attendons aussi des entreprises qu'elles respectent les lignes de conduite BPC de l'OMS ainsi que la Déclaration d'Helsinki, et qu'elles soient particulièrement exigeantes et vigilantes à l'égard de leurs façonniers lors de l'externalisation de leurs études cliniques et précliniques.

Indicateurs clés

- ▶ Recours à un protocole écrit de conduite des essais cliniques conformément à la Déclaration d'Helsinki et aux lignes directrices de BPC
- ▶ En cas d'externalisation des essais cliniques, mécanismes de contrôle et de suivi des prestataires tiers (par ex. les façonniers)
- ▶ Respect de l'engagement des trois « R »

S Gestion des risques dans la chaîne d'approvisionnement

Les entreprises actives dans la production et la commercialisation d'équipements médicaux et de diagnostic ont souvent recours aux sous-traitants pour fournir les composants essentiels de leurs produits, qui sont ensuite assemblés en interne. La FDA classe les équipements médicaux en fonction des risques qu'ils présentent en Classe I, Classe II et Classe III. Les équipements de la Classe III comportant les risques les plus élevés, ils nécessitent des contrôles réglementaires plus stricts avant leur mise sur le marché (par ex. les valves cardiaques). Les équipements de Classe II représentent la majeure partie des produits sous-traités, en raison des moindres exigences réglementaires et de leurs risques modérés. Concernant le développement des produits, le marché peut également être segmenté de la manière suivante : services de consultation juridique, conception des

84,7 milliards de dollars – c'était

la taille du marché mondial des équipements médicaux en 2017.

(Grand View Research, 2017)

produits, ainsi que des tests de produits et des services d'entretien. En raison des mécanismes complexes de limitation des coûts techniques et de production, les services de conception des produits représentent la part la plus importante des services sous-traités (Transparency Market Research, 2012).

Les entreprises s'appuient sur une multitude de fournisseurs, souvent implantés dans des pays en développement. Il arrive que les normes environnementales et sociales des sous-traitants ne soient pas en accord avec les bonnes pratiques : des substances dangereuses peuvent être utilisées dans les produits médicaux, et peuvent donc entraîner des risques environnementaux particulièrement élevés en fonction des produits fabriqués. De même, les entreprises doivent être attentives aux risques de la chaîne d'approvisionnement en matière de sécurité de la production et de gestion de la main-d'œuvre.

Nous attendons des entreprises qu'elles étendent leur code de conduite à leurs sous-traitants et qu'elles réalisent des audits des établissements de leurs principaux sous-traitants, afin de s'assurer qu'ils respectent les normes de qualité, notamment en matière de travail et d'environnement.

Indicateurs clés

- ▶ Prise en compte du droit du travail et des normes environnementales dans la sélection et le code de conduite applicable aux fournisseurs clés
- ▶ Audits réguliers et supervision des principaux fournisseurs

S

Ressources humaines

Les services de santé jouent un rôle fondamental dans nos sociétés et nos économies, à tel point que l'Organisation internationale du travail (OIT) promeut des normes de travail spécifiques au secteur. Pour garantir la qualité des soins des patients, il est en effet essentiel d'assurer des conditions de travail décentes aux professionnels de la santé. Cela implique, pour les entreprises privées du secteur de la santé comme les maisons de retraite ou les cliniques, de porter une attention particulière sur plusieurs aspects. D'une part, la sélection et à la formation du personnel : les formations internes sont nécessaires dans ce secteur afin de maintenir les compétences et d'encourager une conduite éthique. D'autre part, la fidélisation des salariés : le personnel soignant perçoit parfois un salaire proche du salaire minimum local, ce qui ne semble pas compatible avec les enjeux du secteur. La mise en place de programmes de rétention est fortement recommandée. De plus, la proximité du personnel avec des patients souffrant de diverses pathologies rend indispensable la mise en place d'un environnement de travail sûr et d'une formation appropriée pour le personnel et les sous-traitants, afin d'éviter la transmission de maladies, tout comme l'accompagnement psychologique des équipes, en particulier pour celles travaillant auprès de personnes atteintes de pathologies lourdes. Dans ce contexte, il semble souhaitable d'instaurer des mécanismes de communication, comme la mise en place d'une assistance téléphonique permettant aux employés de s'exprimer sur les difficultés qu'ils rencontrent et de demander de l'aide.

Nous encourageons les entreprises du secteur de la santé à faire particulièrement attention au choix et à la formation de leur personnel, et à

Indicateurs clés

- ▶ Application d'un code de conduite et formation ad hoc pour les employés et

50 millions – c'est

le nombre de postes qui seraient nécessaires pour répondre aux besoins de santé mondiaux, dans des conditions de travail décentes.

(Bureau of Labor Statistics, 2016)

adopter un code de conduite traitant de l'intégrité et de la qualité des soins, applicables à tous les employés et sous-traitants. En outre, nous attendons des entreprises privées de santé qu'elles s'assurent de la bonne qualité du service fourni par leurs employés, ainsi que de la motivation et de l'équilibre entre travail et vie privée de ces derniers, au moyen d'un dispositif d'encadrement et de canaux de communication.

sous-traitants

- ▶ Mécanismes de contrôle de la qualité et formation professionnelle continue du personnel
- ▶ Canaux de communication pour les employés et sous-traitants (par ex. assistance téléphonique anonyme)

E

Impact environnemental des produits

Dans l'ensemble, l'impact environnemental du secteur des services médicaux est relativement limité, puisqu'il est généralement associé à l'industrie dite « légère ». Bien que les équipements et les instruments médicaux génèrent des déchets, y compris des substances dangereuses et polluantes qui nécessitent un traitement spécifique, l'élimination des déchets est généralement très réglementée dans ce secteur.

Le secteur des services médicaux inclut les établissements privés de santé et les fabricants de matériel, dont l'impact environnemental est principalement lié à l'élimination des déchets et à l'efficacité énergétique. Concernant les prestataires de services de santé, comme les cliniques privées, les maisons de retraite et les laboratoires, des normes strictes s'appliquent en matière de traitement des déchets médicaux et notamment des déchets infectieux, pharmaceutiques, pathologiques et radioactifs. En outre, la consommation d'énergie de leurs activités, déjà faible en comparaison d'autres secteurs, peut-être davantage réduite, notamment au moyen de bâtiments à haute efficacité énergétique.

De leur côté, les fabricants d'équipements médicaux ont également une consommation d'énergie faible, mais la gestion de leurs déchets (dangereux et non dangereux) représente une part relativement plus importante de leur empreinte énergétique. Même si la réglementation sur la gestion des déchets médicaux est rigoureuse, les entreprises peuvent réduire davantage la pollution émise lors des procédés de fabrication ainsi que la consommation d'énergie, en adoptant des processus de production en « circuit fermé² ».

Puisque la plupart des entreprises achètent en externe des pièces détachées qu'elles assemblent ensuite en interne, nous attendons qu'elles mettent en place des systèmes de contrôle et d'audit environnemental des pratiques de leurs fournisseurs.

Au-delà des exigences réglementaires, nous attendons des entreprises qu'elles respectent les bonnes pratiques en place quant au traitement des déchets dangereux. Par ailleurs, nous encourageons l'adoption de pratiques de fabrication à haut efficacité énergétique et en circuit fermé, dans la mesure du

Indicateurs clés

- ▶ Politique environnementale incluant l'efficacité énergétique et la diminution de déchets
- ▶ Application des bonnes pratiques dans la gestion

² Les processus en « circuit fermé » permettent de récupérer, réutiliser et recycler les ressources naturelles utilisées, comme l'énergie et l'eau, mais aussi celles générées durant le processus comme la chaleur.

possible, ainsi qu'un engagement des fournisseurs sur les sujets environnementaux.

des déchets médicaux

- ▶ Suivi et audit des pratiques environnementales dans les usines de l'entreprise et de ses fournisseurs

G

Éthique des affaires

Les entreprises de l'industrie des services médicaux sont tenues de respecter des normes éthiques élevées, allant du développement du produit à sa mise sur le marché, en passant par la fabrication. L'enjeu éthique principal pour les prestataires de services médicaux consiste à maintenir la qualité des soins, tout en limitant les coûts. Bien que les risques soient différents suivant les fabricants de produits et les prestataires de services, l'éthique des affaires reste un élément de risque important pour les entreprises de la santé, car cela peut impacter la qualité de leurs relations avec les organisations partenaires du secteur ainsi qu'avec ses clients.

Bien qu'elles soient relativement moins exposées aux risques éthiques que le reste du secteur pharmaceutique, nous attendons des entreprises du secteur médical qu'elles respectent des normes exigeantes concernant le développement et la mise sur le marché de leurs produits. En plus d'adhérer à des normes exigeantes en matière de sécurité, il est par ailleurs recommandé aux entreprises d'associer toute la chaîne d'approvisionnement afin de livrer des outils et des implants médicaux de haute qualité. Nous attendons également que les entreprises forment leur personnel afin de minimiser les risques de corruption. Nous encourageons par ailleurs fortement une communication transparente sur les risques potentiels pour la santé liés aux produits, notamment en fournissant des informations aux professionnels de santé.

Dans le secteur privé de la santé, qui inclut les cliniques privées et les maisons de retraite, nous attendons des entreprises qu'elles adoptent les normes de soin les plus rigoureuses, et qu'elles intègrent à leur réflexion la nécessité de limiter les coûts des soins autant que les bénéfices pour les patients. Nous attendons également l'adoption d'un code d'éthique applicable à l'ensemble des employés et sous-traitants, ainsi que des formations afin de les sensibiliser à cette question. Il est également recommandé de mettre en place des contrôles internes d'établissements, et d'instaurer des lignes d'assistance téléphonique permettant aux employés et aux patients de signaler anonymement les écarts de conduite. Enfin, nous encourageons la diffusion régulière au Conseil des rapports concernant les contrôles de qualité et les alertes remontées par les salariés.

Nous attendons des entreprises qu'elles adoptent un code d'éthique des affaires strict, accessible au public et applicable à tous les employés, ainsi qu'aux sous-traitants. Les entreprises d'équipements médicaux sont tenues de vérifier que les fournisseurs respectent des pratiques sociales et environnementales de haut niveau quant à la fabrication des produits (notamment au moyen de contrôles

Indicateurs clés

- ▶ Code d'éthique des affaires applicable à tous les employés, à la direction et aux sous-traitants, disponible dans les langues locales
- ▶ Audits et surveillance des systèmes de production des fournisseurs

réguliers). En outre, nous valorisons la présence de mécanismes d'alerte applicables à tous les employés, ainsi qu'aux tiers, et la présence d'un médiateur indépendant.

- ▶ Mécanismes d'alerte applicables aux employés et aux tiers, et présence d'un médiateur indépendant

G Gouvernance du développement durable

Les entreprises du secteur des services médicaux devraient intégrer la gestion des enjeux sociaux, environnementaux et d'éthique des affaires au niveau du Conseil afin de les incorporer au cœur de leur stratégie d'entreprise. Ces enjeux sont l'accès aux soins, la lutte contre la corruption, l'éthique de la recherche, les normes de mise sur le marché (pour les fabricants d'équipement) et les standards de soins (pour les prestataires de services de santé). Ils nécessitent un effort concerté pour les entreprises de produits médicaux, dont la portée est mondiale et qui impliquent une multitude de parties prenantes. À cet égard, il est recommandé d'intégrer les critères de responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises dans la rémunération des cadres, des membres de la direction et du conseil exécutif. Nous attendons en particulier que la rémunération variable des commerciaux soit basée sur des critères plus qualitatifs que quantitatifs afin d'intégrer l'éthique des affaires dans les pratiques de commercialisation pour les professionnels de la santé dans le monde entier.

L'importance de ces enjeux est telle que les membres du Conseil devraient disposer d'une expérience conséquente en matière d'enjeux du développement durable. Le cas échéant, un comité de développement durable pourrait être institué, afin d'assister le Conseil en surveillant les risques environnementaux et sociaux, notamment l'éthique des affaires.

En outre, le rôle de l'éthique des affaires dans le secteur des services médicaux est central. Les enjeux principaux en la matière sont : la transparence et l'éthique des essais cliniques et précliniques, la transparence des pratiques de commercialisation, et les mécanismes de lutte contre la corruption.

Nous encourageons les entreprises à fixer des objectifs de développement durable ambitieux, et à les incorporer dans la rémunération variable des managers et des membres de la direction, afin d'améliorer la performance de l'entreprise.

Nous soutenons également une participation active du Conseil par l'instauration de comités dédiés au développement durable afin d'assurer une supervision périodique, et par la nomination de directeurs experts en développement durable, notamment en matière de lutte contre la corruption.

Nous sommes par ailleurs attentifs à la démarche de l'entreprise en matière de

Indicateurs clés

- ▶ Qualité de la démarche développement durable
- ▶ Présence d'un administrateur ou d'un comité du conseil spécifiquement en charge des sujets de RSE
- ▶ Intégration de critères extra-financiers dans la rémunération variable des exécutifs
- ▶ Usage de critères qualitatifs pour la rémunération des représentants commerciaux afin de

distribution de la valeur, qui devrait se faire de manière équitable entre l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

réduire les pratiques de corruption

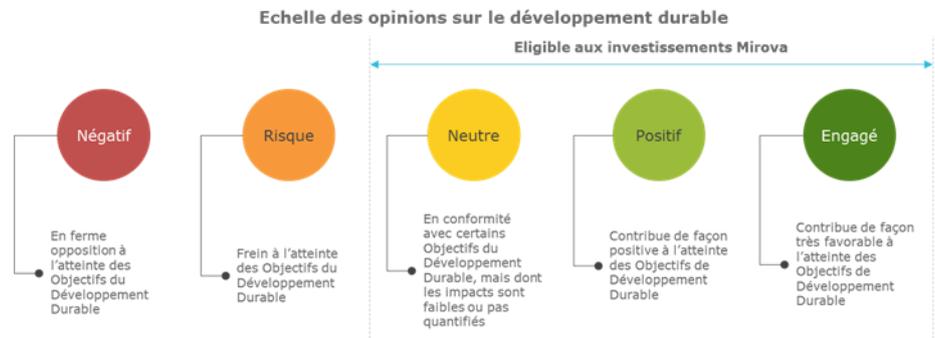
- ▶ Équité dans la distribution de valeur

Exposition aux risques de développement durable

Critères	
Positif	Ne pas remplir les critères permettant de basculer en « Risque » ET - Absence de controverse grave et récurrente ET gestion suffisante des sujets de santé et sécurité ET gestion suffisante de la gestion des enjeux en matière de droits humains et de ressources humaines ET gestion suffisante des risques environnementaux
Neutre	- Présence de controverses graves MAIS pas récurrentes ET gestion suffisante des sujets de santé et sécurité ET gestion suffisante de la gestion des enjeux en matière de droits humains ET de ressources humaines ET gestion suffisante des risques environnementaux
Risks	- Réaction de l'entreprise jugée insuffisante ou inappropriée à la suite de controverses éthiques répétées OU - Gestion insuffisante des sujets de santé et sécurité OU - Gestion inappropriée de la gestion des enjeux en matière de droits humains ET de ressources humaines OU - Gestion inappropriée des risques environnementaux

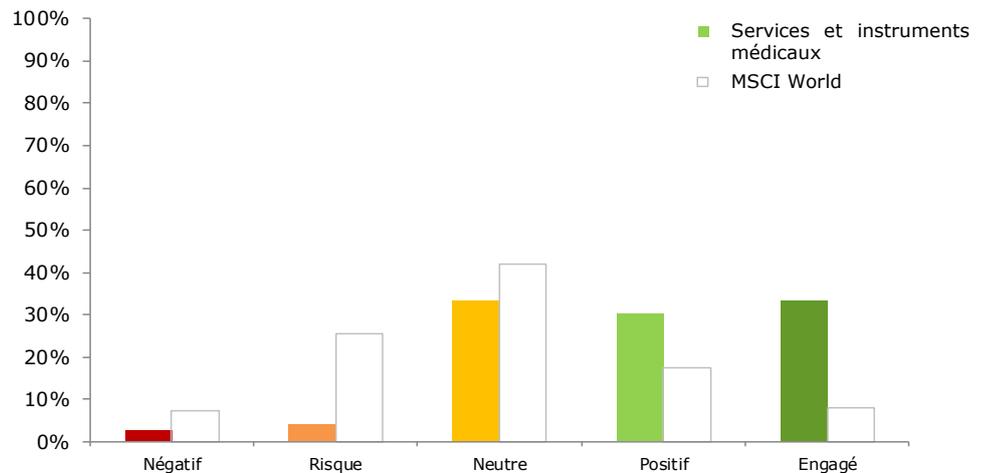
Distribution des opinions

À partir de ce cadre d'analyse, une « opinion développement durable » est définie pour chaque émetteur sur une échelle à 5 niveaux.



La figure suivante illustre la répartition des « opinions développement durable » dans les entreprises du secteur de l'indice MSCI World par rapport à l'indice complet.

Figure 7 : Opinions développement durable des entreprises de services et d'instruments médicaux par rapport à l'indice MSCI



Source : Mirova, 2017

Près de deux tiers des entreprises du secteur reçoivent une opinion « Positif » ou « Engagé », ce qui est cohérent avec notre idée que le secteur dans son ensemble est source d'opportunités répondant aux objectifs de développement durable. Même si ces entreprises font également état de pratiques adaptées dans la lutte contre les risques majeurs du secteur, tels que la sécurité des produits et l'éthique des affaires, quelques entreprises restent à la traîne. Le secteur dans son ensemble est toutefois moins exposé aux controverses sévères que le secteur des produits médicaux, et comme il est extrêmement réglementé, les entreprises adoptent des pratiques conformes, qui pourraient cependant être améliorées. Ainsi, de nombreuses entreprises ont une opinion développement durable « Neutre » et un nombre relativement faible d'entreprises ont une opinion développement durable « Risque » ou « Négatif ».

Conclusion

Le secteur des services médicaux fournit des services et des produits de santé destinés à améliorer la qualité de vie et présente par conséquent de nombreuses opportunités en matière de développement durable. Cependant, seules les entreprises qui sont manifestement impliquées dans la facilitation de l'accès aux soins et le développement de l'innovation à impact recevront une notation « élevée ». En outre, les entreprises seront tenues de démontrer une gestion exemplaire des risques de développement durable et d'éthique des affaires qui caractérisent le secteur : la sécurité des produits, la gestion des enjeux sociaux et environnementaux de la chaîne d'approvisionnement et l'adoption de standards de soins élevés pour les prestataires de services de santé. Ces enjeux sont clés dans la détermination de nos opinions.

À l'inverse, des entreprises présentant des opportunités en matière de développement durable, mais qui sont régulièrement impliquées dans des cas d'allégations de fautes professionnelles et des controverses et qui disposent de mauvais systèmes de gestion des risques, verront leur opinion dégradée, à moins qu'elles ne fassent preuve d'efforts conjugués pour améliorer leurs pratiques professionnelles et leur transparence. Une démarche d'engagement nous permet de soutenir activement l'adoption des meilleures pratiques par les entreprises et de réévaluer périodiquement nos opinions.

Objectifs de développement durable

- | | |
|--|--|
|  <p>1 PAS DE PAUVRETE</p> | 1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim |
|  <p>2 FAIM ZÉRO</p> | 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable |
|  <p>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p> | 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge |
|  <p>4 EDUCATION DE QUALITÉ</p> | 4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie |
|  <p>5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</p> | 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles |
|  <p>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p> | 6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau |
|  <p>7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</p> | 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable |
|  <p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p> | 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous |
|  <p>9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> | 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation |
|  <p>10 INÉGALITÉS RÉDUITES</p> | 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre |
|  <p>11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p> | 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables |
|  <p>12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p> | 12. Établir des modes de consommation et de production durables |
|  <p>13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> | 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions |
|  <p>14 VIE AQUATIQUE</p> | 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable |
|  <p>15 VIE TERRESTRE</p> | 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité |
|  <p>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</p> | 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes |
|  <p>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p> | 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser |

<http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Sources

- Bureau of Labor Statistics. (2016). *Health workforce: A global supply chain approach*. Récupéré sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_537419.pdf
- ClinicalTrials.gov. (2016). *Trends, Charts, and Maps*. Récupéré sur <https://clinicaltrials.gov/ct2/resources/trends#RegisteredStudiesOverTime>
- Grand View Research. (2017).
- Hanson, K., & Berman, P. (s.d.). *Private Health Care Provision in Developing*. Récupéré sur Data for Decision Making Project: <https://www.hsph.harvard.edu/ihsgh/publications/pdf/No-76.PDF>
- MEPS. (2012). Récupéré sur Medical Expenditure Panel Survey: <https://meps.ahrq.gov/mepsweb/>
- OECD. (2017). Récupéré sur <https://data.oecd.org/healthres/health-spending.htm>
- OECD. (2017). *Health at a Glance 2017*. Récupéré sur https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/health_glance-2017-en.pdf?expires=1531836377&id=id&accname=guest&checksum=985268EEEE220988992CA083C8024DD4
- RAPS. (2017). Récupéré sur <https://www.raps.org/regulatory-focus%E2%84%A2/news-articles/2018/1/device-recalls-in-2017-making-sense-of-the-numbers>
- Statista. (2018). *Medical Technology Industry - Statistics & Facts*. Récupéré sur <https://www.statista.com/topics/1702/medical-technology-industry/>
- WHO. (2017). *Global Health Observatory data repository*. Récupéré sur <http://apps.who.int/gho/data/node.main.HALE?lang=en>

Mentions légales

Ces informations sont destinées exclusivement à une clientèle de professionnels au sens de la directive MIF. Si tel n'est pas le cas et si vous receviez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à Mirova.

Les produits ou services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique du destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

Ce document est non contractuel et à caractère purement informatif. Il est strictement confidentiel et les informations qu'il contient sont la propriété de Mirova. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable et écrit de Mirova. De même, toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'accord préalable et écrit de Mirova. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peuvent être amenées à être modifiées. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document. Aussi, Mirova n'assume aucune responsabilité pour toutes les informations, quelle qu'en soit la forme, contenues, mentionnées ou induites, dans ce document ou en cas d'éventuelles omissions. Toutes les informations financières notamment sur les prix, marges ou rentabilités sont indicatives et sont susceptibles d'évolution à tout moment, notamment en fonction des conditions de marché. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis. Plus généralement, Mirova, ses sociétés mères, ses filiales, ses actionnaires de référence, les fonds qu'elle gère ainsi que leurs directeurs, administrateurs, associés, agents, représentants, salariés ou conseils respectifs rejettent toute responsabilité à l'égard des lecteurs de ce document ou de leurs conseils concernant les caractéristiques de ces informations. Par ailleurs, la remise de ce document n'entraîne en aucune manière une obligation implicite de quiconque de mise à jour des informations qui y figurent.

Notes additionnelles

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International - Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social : 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg et en Belgique : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Suisse : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sàrl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.

**MIROVA**

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris n°394 648 216 - Agrément AMF n° GP 02-014
59, Avenue Pierre Mendès France – 75013 - Paris
Mirova est une filiale de Natixis Investment Managers International.

Natixis Investment Managers International, S.A.

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris 329450738 Agrément AMF n° GP 90-009
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 - Paris